

COMPTE RENDU DU CHSCT

Le CHSCT du Pas de Calais s'est réuni le 27 juin 2013.

Avant d'aborder l'ordre du jour, le président demande si les organisations syndicales ont des déclarations liminaires.

- **Sud-Solidaires** fait lecture de sa déclaration en rappelant les règles applicables en matière de CHSCT et que RIALTO INVESTIGATION, influant sur les conditions de travail devrait être à l'ordre du jour. Il demande également la création d'un groupe de travail sur cette application.
- **La CGT** n'a pas de déclaration liminaire mais reprend les observations de Solidaires et se dit déçu de n'avoir pas vu écrire Rialto à l'ordre du jour malgré la demande écrite des OS.
- **FO et CFTC** n'ont pas de déclaration.

Monsieur Saison, une nouvelle fois « botte en touche » et précise la position de la DG : Rialto est un logiciel et n'a donc pas à être vu en CHSCT.

Solidaires précise que cette application a un impact sur le dialogue avec les chefs de service, qu'il est sujet à stress et est une charge supplémentaire en travaux de saisie.

La CGT note l'absence de représentant de la DIRCOFI coté parité administrative lors de cette séance. C'est bien la preuve que l'administration évite tout dialogue sur Rialto.

FO souligne que le président du CHSCT doit répondre à une demande unanime des OS.

Une demande officielle sera faite auprès de la DG.

Malgré l'intervention du médecin de prévention qui a objectivement relevé l'impact de cette application sur les conditions de travail, le président précise qu'il n'appuiera pas cette demande.

Ce sujet sera traité lors du prochain CHSCT ministériel.

ORDRE DU JOUR

➤ Relevé de conclusion du groupe de travail du 10 juin 2013.

Les observations portées sur les registres santé et sécurité au travail ont fait l'objet d'une attention particulière. Les problèmes signalés ont été résolus ou en voie de résolution. Certaines demandes feront l'objet, selon le cas, soit d'un financement par le CHSCH, soit d'une prise en charge sur le budget de la direction.

➤ Rapport de l'inspecteur santé et sécurité au travail

Aucune visite n'a été effectuée par l'ISS depuis le dernier groupe de travail du mois de mars 2013.

➤ Déclarations des accidents de travail

9 accidents de travail, 6 concernant des chutes

A la demande des OS Il conviendra d'ajouter, au tableau présenté, une colonne mentionnant le nombre de jour d'arrêt de travail.

➤ Fiches de signalement .

Elles sont au nombre de 18 depuis le début de l'année 2013.

Il a été demandé l'ajout d'une colonne supplémentaire : « suite donnée par l'administration »

Le président précise que dès son arrivée dans le département, il a demandé que les fiches de signalement lui soient communiquées. Le procureur a été saisi une fois. Des courriers ont été adressés aux contribuables, et que la volonté de l'agent doit être respectée en matière d'intervention.

Il convient d'informer les agents de l'existence de la fiche de signalement. Le groupe de travail a suggéré de faire un article dans le prochain bulletin du CHSCT.

➤ Examen du solde des crédits .

A ce jour 60% des dépenses sont engagées.

Avec le DUERP, il y aura 10 fiches de risques et le CHSCT se calera sur celles-ci.

Des agents demandent le remplacement de leur fauteuil. La direction indique qu'elle n'a plus les moyens de remplacer ceux-ci et demande au CHSCT de le prendre en charge.

S'agissant de mobilier de travail, les OS refusent catégoriquement cette demande. Monsieur Saison intervient en précisant que ces remplacements seront effectués.

Madame Gardiès signale que les 10 000 € alloués à l'équipe logistique sont épuisés et demande un rajout. Les OS accordent ce rajout mais avec un bilan des interventions.

Il est fait état de la mauvaise qualité du matériel et des fournitures.

Mme Laplace (directrice départementale) précise qu'elle a fait remonter ces doléances à la DG et est en attente de réponse.

➤ Rapport annuel des médecins de prévention.

Elles ont en charge 2549 agents dont 1939 agents à la DDFIP. Elles déplorent le manque de médecins et la situation va s'aggraver. La DG envisage des conventions avec les médecins de ville.

Le médecin (Mme Deleplace) rappelle qu'il existe un grand souci dans les

services d'accueil. Les agents qu'elle a reçu lui ont fait part de leur raz le bol et leur volonté de mutation. Cela est réellement dommage d'autant que la direction considère que l'accueil est un vrai métier.

Le groupe de travail demande que le livret sur l'aménagement des postes de travail soit transmis aux agents.

➤ **Information sur les projets immobiliers**

CPS

La mise en place du mobilier est finalisée, le câblage également. Le revêtement de sol amortissant le bruit a été posé. Les luminaires sont sectorisés.

La climatisation est installée mais FO signale un problème de positionnement.

Un réglage est à effectuer. Reste la question des caissons acoustiques.

Ce service comprend 17 agents et un chef de service.

BRUAY

L'ANDGM finance les travaux, une rencontre est prévue le 16/07/2013.

ARRAS Diderot

Le courrier a été rapatrié à Diderot depuis mi-juin. Les OS déplorent le manque de communication. La CGT signale que certains services ne sont pas au courant.

Pour la centralisation à Béthune et Boulogne, la décision sera prise après l'évaluation de l'expérimentation sur Arras.

Questions diverses

Le groupe de travail a souhaité la programmation de 2 visites de sites : Guisne et Hucqueliers.

Michel Blothiaux voudrait ajouter la visite du CPS.

La CGT demande ou en est le test sur l'accueil commun SPF-Enregistrement à Arras. Une séparation avait été demandée, elle n'est toujours pas installée.

Le président mentionne qu'un cahier d'observations est mis en route pour savoir quelles réponses apporter.

Les OS signalent que rien n'est positif dans les premiers retours et que les conditions de travail se sont dégradées.